

F. 99 — 4

[C - 98/11392]

15 DECEMBRE 1998. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté royal du 4 octobre 1994 relatif aux enquêtes par sondage effectuées par l'Institut national de Statistique concernant les salaires, les traitements et la durée du travail dans le commerce, l'industrie et les services

Le Ministre de l'Economie,

Vu la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique, modifiée par la loi du 1^{er} août 1985 et la loi du 21 décembre 1994, notamment l'article 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 4 octobre 1994 relatif aux enquêtes par sondage effectuées par l'Institut national de Statistique concernant les salaires, les traitements et la durée du travail dans le commerce, l'industrie et les services, notamment l'article 7;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que l'euro sera introduit le 1^{er} janvier 1999; que les formulaires requis pour la bonne application de l'arrêté royal du 4 octobre 1994 précité doivent être adaptés;

Considérant les délais requis pour l'impression et la diffusion desdits formulaires, ainsi que la nécessité d'informer en temps utile les personnes appelées à les remplir,

Arrête :

Article 1^{er}. Les questionnaires figurant aux annexes 2 à 6 dont le modèle est établi en annexe de l'arrêté royal du 4 octobre 1994 relatif aux enquêtes par sondage effectuées par l'Institut national de Statistique concernant les salaires, les traitements et la durée du travail dans le commerce, l'industrie et les services sont remplacés par les questionnaires figurant aux annexes 1 à 4 annexés au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Bruxelles, le 15 décembre 1998.

E. DI RUPO

N. 99 — 4

[C - 98/11392]

15 DECEMBER 1998. — Ministerieel besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 oktober 1994 betreffende de steekproefonderzoekingen door het Nationaal Instituut voor de Statistiek naar de lonen, de wedden en de arbeidsduur in de handel, nijverheid en diensten

De Minister van Economie,

Gelet op de wet van 4 juli 1962 betreffende de openbare statistiek, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985 en de wet van 21 december 1994, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 oktober 1994 betreffende de steekproefonderzoekingen door het Nationaal Instituut voor de Statistiek naar de lonen, de wedden en de arbeidsduur in de handel, nijverheid en diensten, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3 § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de omstandigheid dat de euro wordt ingevoerd op 1 januari 1999; de formulieren vereist voor de goede toepassing van het voormeld koninklijk besluit van 4 oktober 1994 moeten worden aangepast;

Gelet op de termijnen vereist voor het drukken en het verspreiden van deze formulieren en de noodzaak om de personen die ze moeten invullen tijdig te informeren,

Besluit :

Artikel 1. De vragenlijsten opgenomen in de bijlagen 2 tot 6, waarvan het model vastgesteld is in de bijlagen van het koninklijk besluit van 4 oktober 1994 betreffende de steekproefonderzoekingen door het Nationaal Instituut voor de Statistiek naar de lonen, de wedden en de arbeidsduur in de handel, nijverheid en diensten, worden vervangen door de bij dit besluit gevoegde vragenlijsten, opgenomen in de bijlagen 1 tot 4.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1999.

Brussel, 15 december 1998.

E. DI RUPO

Annexe 1

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

A renvoyer avant le 19...

Rue de Louvain 44 - 1000 BRUXELLES
 Votre correspondant :
 Monsieur A. BENAETS
 Tél. : 02/548.66.06

Nom et adresse de l'établissement :

Tél.: _____

ENQUÊTE SPÉCIFIQUE SUR L'ÉVOLUTION DES SALAIRES

..... 19..

(Arrêté royal du 04 octobre 1994)

PERIODE DE PAIE(1) : du _____ au _____

Nombre d'ouvriers de 21 ans accomplis : _____

Faites-vous cette déclaration en BEF ou en EUR ?

EUR

Il y a lieu d'utiliser la même unité de compte pour toute la déclaration.

BEF

CADRE I		
Nom de l'ouvrier	Nombre total heures effectivement prestées(2)	Salaire brut (3)
1. _____	_____	_____
2. _____	_____	_____
3. _____	_____	_____
4. _____	_____	_____
5. _____	_____	_____
6. _____	_____	_____
7. _____	_____	_____
8. _____	_____	_____
9. _____	_____	_____
10. _____	_____	_____

CADRE II (à remplir uniquement lorsque l'ouvrier correspondant du cadre I fait défaut).		
Nom de l'ouvrier	Nombre total heures effectivement prestées(2)	Salaire brut (3)
a) _____	_____	_____
b) _____	_____	_____
c) _____	_____	_____
d) _____	_____	_____
e) _____	_____	_____
f) _____	_____	_____
g) _____	_____	_____
h) _____	_____	_____
i) _____	_____	_____
j) _____	_____	_____

INSTRUCTIONS

1. **Période de paie :** Les renseignements doivent se rapporter à une période située dans le mois considéré. Si la période comporte des jours fériés, des jours de congé ou de repos compensatoire, ceux-ci ne peuvent avoir aucune influence sur le salaire moyen. Dans ce but, il sera tenu compte ou non, tant en ce qui concerne le calcul du nombre d'heures qu'en ce qui concerne le calcul du salaire brut, des jours fériés, des jours de congé ou du repos compensatoire.
2. **Heures prestées :** Pour le travail supplémentaire, il y a lieu de relever le nombre d'heures réellement prestées et non pas les heures attribuées fictivement pour calculer le sursalaire. Les heures prestées durant le week-end ne seront pas reprises.
3. **Salaire brut :** Comprend tous les versements que l'ouvrier a reçus pour son travail pendant la période de référence, à l'exclusion des gratifications, participations aux bénéficiés et des primes qui ne sont pas versées à l'occasion de chaque paie. Sont également exclus : les sommes que l'employeur est tenu d'allouer en vertu des dispositions légales (salaire hebdomadaire garanti et petit chômage), les indemnités pour usure de vêtements de travail ou d'outils personnels, les indemnités pour frais de séjour ou de déplacement ainsi que les paiements pour le travail effectué le week-end.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 15 décembre 1998.

Le Ministre de l'Economie,

E. DI RUPO

Annexe 2

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Nom et adresse de l'établissement :

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

Rue de Louvain 44 - 1000 BRUXELLES
 Agent traitant : Mr A. BENAETS
 Tél. : 02/548 66 06

Tél. :

Nom de la personne ou du service qui éventuellement pour-
 rait être consulté pour des renseignements complémentaires:

A renvoyer avant le ... 19..

CONFIDENTIEL**ENQUETE GENERALE SUR LES TRAITEMENTS MENSUELS BRUTS DES EMPLOYES**

(Arrêté royal du 04 octobre 1994)

Mois d' ... 19..

Faites-vous cette déclaration en BEF ou en EUR ?

 EUR

Il y a lieu d'utiliser la même unité de compte pour toute la déclaration.

 BEF

		Ligne	Nombre d'employés (1)	Montant total du traitement mensuel brut (3)
Employés occupés à temps plein	Hommes	011		
	Femmes	012		
Employés occupés à temps partiel (2):				
	- de 1 à moins de 5 heures par semaine			
	Hommes	021		
	Femmes	022		
- de 5 à moins de 10 heures par semaine				
	Hommes	031		
	Femmes	032		
- de 10 à moins de 15 heures par semaine				
	Hommes	041		
	Femmes	042		
- de 15 à moins de 20 heures par semaine				
	Hommes	051		
	Femmes	052		
- de 20 à moins de 25 heures par semaine				
	Hommes	061		
	Femmes	062		
- de 25 à moins de 30 heures par semaine				
	Hommes	071		
	Femmes	072		
- de 30 à moins de 38 heures par semaine				
	Hommes	081		
	Femmes	082		

	Ligne	Heures	Minutes
Durée hebdomadaire normale du travail de la majorité des employés occupés à temps plein (4)	999		

Voir instructions au verso

ENQUETE GENERALE SUR LES TRAITEMENTS MENSUELS BRUTS DES EMPLOYES**Instructions****(1) Nombre d'employés**

On considère comme "employés" tous les salariés, non comptés parmi les ouvriers, occupés dans l'ensemble de l'entreprise, bénéficiant d'un contrat d'emploi et renseignés comme tels à l'O.N.S.S.

Seront compris dans cette catégorie, les employés proprement dits, les cadres moyens et supérieurs y compris le personnel de direction de l'entreprise. Ne peuvent pas être compris le directeur général de l'entreprise, le président et les membres en activité du conseil d'administration.

Les gérants mandataires titulaires d'un contrat d'emploi seront compris parmi les employés.

Pour les entreprises d'assurances, les courtiers et le personnel des services extérieurs à caractère commercial seront également exclus de l'enquête.

On assimilera aux employés le personnel des institutions publiques de crédit dont le statut s'apparente à celui des fonctionnaires.

On ne reprendra pas parmi les employés ceux qui n'ont pas travaillé pendant tout le mois de référence et dont la rémunération versée par l'employeur n'a pas été maintenue intégralement (par suite de longue maladie, d'embauche, de licenciement, etc.); on exclura, également le personnel intérimaire non rémunéré par l'entreprise, le personnel travaillant **TOTALEMENT OU PARTIELLEMENT A LA COMMISSION** et les jeunes stagiaires engagés dans le cadre des mesures à caractère social tendant à résorber le chômage.

(2) Employés occupés à temps partiel

On indiquera aux lignes 021 à 082, le nombre d'employés (définis ci-dessus) soumis volontairement au régime de travail à temps partiel, c'est-à-dire dont le travail peut être effectué soit par demi-jour, soit quelques jours par semaine ou par mois, soit pendant l'une ou l'autre semaine sur le mois (toute information est à ramener au niveau de la semaine). Ces employés seront ventilés dans les classes prévues en fonction du nombre d'heures de travail qu'ils ont à effectuer par semaine selon le contrat d'emploi qui les lie à l'entreprise.

(3) Montant total du traitement brut

On comprendra sous cette rubrique la totalité des rémunérations versées aux employés dont le nombre est indiqué dans la colonne précédente. Il s'agit des rémunérations pour le travail effectué pendant le mois de référence y compris les paiements pour heures supplémentaires, les primes versées à l'occasion de chaque paie mensuelle, les paiements pour congés légaux, les paiements pour jours fériés légaux, contractuels ou accordés à titre bénévole.

Sont exclus :

- Les avantages en nature,
- Les primes, gratifications de fin d'année et participations aux bénéfices qui ne sont pas versées à l'occasion de chaque paie mensuelle,
- Le double pécule de vacances,
- Les indemnités de déplacement,
- Les allocations en vue de l'assistance personnelle,
- Les charges sociales patronales, légales ou extra-légales.

On ne déduira pas du traitement brut le montant des impôts et des charges sociales retenues à la source par l'employeur et incombant à l'employé.

(4) Durée hebdomadaire normale du travail

On indiquera la durée hebdomadaire normale de travail pour la majorité des employés occupés à temps plein. Si ce nombre d'heures hebdomadaire devait varier d'une semaine à l'autre, on indiquera la durée moyenne par semaine (p. ex. si la durée hebdomadaire est alternativement 36 et 40 heures, on indiquera 38 heures). Cette durée sera exprimée en heures et minutes.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 15 décembre 1998.

Le Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO

Annexe 3

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES
INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

Rue de Louvain 44 - 1000 BRUXELLES
Agent traitant : Mr A. BENAETS
Tél. : 02/548 66 06

Nom et adresse de l'établissement :
.....
.....
Tél. :

Nom de la personne ou du service qui éventuellement pour-
rait être consulté pour des renseignements complémentaires:
.....

A renvoyer avant le ... 19..

CONFIDENTIEL**ENQUETE GENERALE SUR LES TRAITEMENTS DES EMPLOYES**

(Arrêté royal du 04 octobre 1994)

Mois d' ... 19..

Faites-vous cette déclaration en BEF ou en EUR ?
Il y a lieu d'utiliser la même unité de compte pour toute la déclaration.

EUR
 BEF

		Nombre d'employés (1) - temps plein -	Montant total du traitement brut mensuel (2)
Hommes :	1		
Femmes :	2		

Instructions**1. Employés**

On considère comme "employés" tous les salariés, non comptés parmi les ouvriers, occupés dans l'établissement et bénéficiant d'un contrat d'emploi. Seront compris dans cette catégorie, les employés proprement dits, les cadres, les agents de maîtrise, les surveillants. On retiendra aussi bien le personnel administratif que les techniciens et les personnes affectées aux services commerciaux ou de vente (pour autant qu'elles soient titulaires d'un contrat d'emploi).

Sont exclus :

- Le président et le directeur général de l'entreprise.
- Les apprentis liés à l'entreprise par un contrat d'apprentissage et les jeunes stagiaires engagés dans le cadre des mesures à caractère social tendant à résorber le chômage,
- Les aidants,
- Les travailleurs à domicile,
- Le personnel travaillant **TOTALEMENT OU PARTIELLEMENT A LA COMMISSION**,
- Les gérants majoritaires,
- Les employés qui n'ont pas travaillé pendant tout le mois de référence et dont la rémunération versée par l'employeur n'a pas été maintenue **INTEGRALEMENT** (par suite de longue maladie, d'embauche, de licenciement, etc.),
- Les employés occupés à temps partiel.

2. Montant total du traitement brut mensuel

On comprendra sous cette rubrique, la totalité des rémunérations versées aux employés dont le nombre est indiqué dans la colonne précédente. Il s'agit des rémunérations **COMPLETES** pour le travail effectué pendant le mois de référence y compris donc les paiements pour heures supplémentaires, les primes versées à l'occasion de chaque paie mensuelle ainsi que les allocations pour enfants accordées suivant les conventions collectives ou consenties bénévolement. Ne sont pas **DEDUITS** du traitement brut: le montant des impôts et le montant des charges sociales (sécurité sociale et régimes complémentaires) retenus à la source par l'employeur et incombant à l'employé.

SONT EXCLUS du traitement brut :

- Les avantages en nature,
- Les primes, gratifications de fin d'année et participation aux bénéfices qui ne sont pas versées à l'occasion de chaque paie mensuelle,
- Les indemnités de déplacement,
- Les allocations en vue de l'assistance personnelle,
- Les charges sociales patronales légales et extra-légales.

Voir instructions au verso

ENQUETE SUR LES SALAIRES - INSTRUCTIONS

Sauf indications contraires, les renseignements à fournir ont trait à l'ensemble du personnel ouvrier de l'établissement.

ECHANTILLONNAGE - Afin de simplifier le travail et d'obtenir néanmoins de bons résultats, un système basé sur l'échantillonnage alphabétique a été élaboré pour les établissements occupant un nombre déterminé d'ouvriers. Ces établissements ne doivent fournir de données que pour un certain pourcentage d'ouvriers indiqué en tête du tableau.

Le choix doit se faire de la manière suivante :

- a. le premier ouvrier à reprendre (masculin ou féminin), est celui dont le nom de famille commence avec l'initiale indiquée sur le questionnaire, ou avec la première qui suit alphabétiquement;
- b. ensuite, on choisit les ouvriers dont les noms suivent alphabétiquement le premier nom choisi, jusqu'à ce que le pourcentage requis soit atteint;
- c. si ce pourcentage n'est pas encore atteint après avoir repris les ouvriers dont le nom commence avec Z, il est nécessaire de poursuivre à la lettre A.

Si, aucune lettre n'est mentionnée sur le formulaire, il y a lieu de fournir les renseignements pour tous les ouvriers de l'établissement.

PERIODE - toutes les données d'un établissement doivent se rapporter à une période de paie du mois de référence. La période choisie NE PEUT COMPORTER DES JOURS FERIES, DES JOURS DE CONGE OU DE REPOS COMPENSATOIRE. Si la période comporte des jours fériés, des jours de congé ou de repos compensatoire, ceux-ci ne peuvent avoir aucune influence sur le salaire moyen. Dans ce but, il sera tenu compte ou non, tant en ce qui concerne le calcul du nombre d'heures qu'en ce qui concerne le calcul du salaire brut, des jours fériés, des jours de congé ou de repos compensatoire.

OUVRIERS NE DEVANT PAS ETRE RELEVES - Ne sont pas pris en considération:

- 1) Les ouvriers atteints d'une incapacité de travail complète ou partielle;
- 2) Les ouvriers liés à l'établissement par un contrat d'apprentissage et les jeunes stagiaires engagés dans le cadre des mesures à caractère social tendant à résorber le chômage;
- 3) Les ouvriers qui travaillent à domicile.

HEURES - Dans la colonne 4 (nombre d'heures effectivement prestées) on inscrira LES HEURES DE TRAVAIL PRESTEES EFFECTIVEMENT, tant celles se rapportant à la période de travail normal, que celles prestées au cours du travail supplémentaire, les heures de travail de nuit et de dimanche.

En cas de travail supplémentaire, travail de nuit ou de dimanche, il y a lieu d'inclure le nombre d'heures supplémentaires PRESTEES EFFECTIVEMENT et non pas les heures attribuées fictivement aux travailleurs pour calculer le sursalaire.

EXEMPLE: Durée du travail normal: 8 heures par jour
L'ouvrier a travaillé: 9 heures par jour

Il a droit à 25% de sursalaire pour la 9^{ème} heure. Il arrive souvent que l'employeur, pour calculer ce sursalaire attribue 15 minutes de travail fictives au travailleur, donc 9 h 15. Pour la détermination de la durée de travail, il y a lieu de prendre 9 heures et non pas 9 h 15. Le nombre d'heures indiqué sera un nombre entier arrondi à l'unité supérieure ou inférieure, si la fraction d'heure est supérieure ou inférieure à la demi-heure (ex. 91 h 15 = 91 h; 91 h 30 = 92 h; 91 h 45 = 92 h).

SALAIRE BRUT - Dans la colonne "salaire brut" (colonne 5), il faut inscrire toute rémunération que l'ouvrier a reçue de son employeur pour son travail au cours de la période de paie examinée, comme par exemple: le salaire conventionnel horaire, journalier et hebdomadaire; le salaire à la pièce, le salaire forfaitaire, etc...; les sursalaires forfaitaires, les primes versées à l'occasion de chaque paie; les indemnités pour travail dangereux, insalubre, malpropre, etc...; les paiements pour les heures de travail supplémentaires s'il s'agit d'un salaire majoré, le salaire pour les prestations de nuit et de dimanche, le sursalaire pour le travail d'équipe ou travail continu.

Le montant des impôts retenus à la source par l'employeur, les charges sociales supportées par les ouvriers et les amendes ne peuvent être portés en déduction du salaire à relever.

Ne peuvent être comprises dans le salaire brut: les sommes que l'employeur est tenu d'allouer en vertu des dispositions légales (salaire hebdomadaire garanti et petit chômage), les allocations familiales légales, les allocations sociales en vue de l'assistance personnelle, les primes spéciales non versées à l'occasion de chaque paie, les gratifications, ou participations aux bénéfices, les indemnités pour usure de vêtements de travail ou d'outils personnels, les indemnités pour frais de séjour ou de déplacement, etc...

ABSENCES: Code 1: Tout ouvrier qui lors de la période de référence NE S'EST PAS ABSENTE PENDANT PLUS DE DEUX HEURES PAR SEMAINE

Code 2: Tout ouvrier qui lors de la période de référence S'EST ABSENTE UNIQUEMENT EN RAISON DE CHOMAGE COMPLET OU PARTIEL

Code 3: Tout ouvrier qui lors de la période de référence S'EST ABSENTE PENDANT PLUS DE DEUX HEURES PAR SEMAINE POUR RAISONS PERSONNELLES (engagement, démission, licenciement, maladie, accident, congé, petit chômage, conflit de travail, horaire part-time).

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 15 décembre 1998.

Le Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO

Annexe 4

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Nom et adresse de l'établissement :

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

.....

Rue de Louvain 44 - 1000 BRUXELLES

Agent traitant : Mr A. BENAETS

Tél. : 02/548 66 06

.....

.....

Tél. :

Nom de la personne ou du service qui éventuellement pourrait être consulté pour des renseignements complémentaires:

.....

A renvoyer avant le ... 19..

CONFIDENTIEL

ENQUETE GENERALE SUR LES SALAIRES - ... 19..

(Arrêté royal du 04 octobre 1994)

PERIODE DE PAIE: duau

Pourcentage des ouvriers de l'établissement pour lesquels il y a lieu de fournir des données individuelles sur les salaires:

Initiale du nom de famille du premier ouvrier à renseigner (voir instructions):

Faites-vous cette déclaration en BEF ou en EUR ?

 EUR

Il y a lieu d'utiliser la même unité de compte pour toute la déclaration.

 BEF

NOM	Ligne	Sexe Code: Homme = 1 Femme = 2	Année de naissance (rien que les 2 derniers chiffres)	Nombre total d'heures effectivement prestées (arrondi)	Salaire brut	Absences
	01					
	02					
	03					
	04					
	05					
	06					
	07					
	08					
	09					
	10					
	11					
	12					
	13					
	14					
	15					
	16					
	17					

Pour instructions voir au verso du formulaire concernant les "Traitements des employés".

NOM	Ligne	Sexe Code: Homme = 1 Femme = 2	Année de naissance (rien que les 2 derniers chiffres)	Nombre total d'heures effectivement prestées (arrondi)	Salaire brut	Absences
	18					
	19					
	20					
	21					
	22					
	23					
	24					
	25					
	26					
	27					
	28					
	29					
	30					
	31					
	32					
	33					
	34					
	35					

Indiquez à la page 1 si vous faites la déclaration en EUR ou BEF.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 15 décembre 1998.

Le Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO

Bijlage 1

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN
NATIONAAL INSTITUUT VOOR DE STATISTIEK

Leuvenseweg 44 - 1000 BRUSSEL

Uw correspondent :

De Heer A. HONTIENS

Tel. : 02/548.66.07

Terug te sturen vóór 19...

Naam en adres van de inrichting :

Tel.:

..... 19..

SPECIFIEKE ENQUÊTE NAAR DE EVOLUTIE DER LONEN

(Koninklijk besluit van 04 oktober 1994)

--	--

BETAALPERIODE(1) : van _____

tot _____

Aantal op te nemen mannelijke arbeiders die de volle leeftijd van 21 jaar bereikt hebben : _____

Doet U deze aangifte in BEF of in EUR ?

 EUR

U moet in heel de aangifte dezelfde rekeneenheid gebruiken.

 BEF

KADER I		
Naam van de arbeiders	Totaal aantal effectief gepresteerde uren(2)	Bruto loon (3)
1. _____	_____	_____
2. _____	_____	_____
3. _____	_____	_____
4. _____	_____	_____
5. _____	_____	_____
6. _____	_____	_____
7. _____	_____	_____
8. _____	_____	_____
9. _____	_____	_____
10. _____	_____	_____

KADER II (slechts invullen als de overeenkomstige arbeider in kader I ontbreekt).		
Naam van de arbeiders	Totaal aantal effectief gepresteerde uren (2)	Bruto loon (3)
a) _____	_____	_____
b) _____	_____	_____
c) _____	_____	_____
d) _____	_____	_____
e) _____	_____	_____
f) _____	_____	_____
g) _____	_____	_____
h) _____	_____	_____
i) _____	_____	_____
j) _____	_____	_____

ONDERRICHTINGEN

1. **Betaalperiode :** De gegevens moeten betrekking hebben op een periode gelegen in de beschouwde maand. Indien in de periode feest-, verlof- of inhaalrustdagen voorkomen mag dit geen invloed uitoefenen op het gemiddeld uurloon : dit kan men bereiken door zowel in het aantal uren als in het bedrag van het brutoloon al dan niet rekening te houden met deze feest-, verlof- of inhaalrustdagen.
2. **Gepresteerde uren :** Bij overwerk dient het aantal werkelijke gepresteerde uren overwerk te worden opgenomen en niet de fictief toegekende uren om de overwerktoeslag te berekenen. De uren gewerkt tijdens het weekend worden eveneens niet opgenomen.
3. **Brutoloon :** Omvat alle uitkeringen welke de arbeider in de verslagperiode voor zijn arbeid heeft ontvangen, exclusief gratificaties, aandelen in de winst en premies die niet bij iedere betaalperiode worden uitgekeerd. Uitgesloten zijn eveneens : de bedragen die de werkgever op grond van wettelijke beschikkingen dient uit te keren (gewaarborgd weekloon en klein verlet), de vergoedingen voor de slijtage van werkkledij of van gereedschap in persoonlijk bezit, de verblijfs- en verplaatsingskosten alsook de betalingen voor het weekendwerk.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 15 december 1998.

De Minister van Economie,

E. DI RUPO

Bijlage 2

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN
NATIONAAL INSTITUUT VOOR DE STATISTIEK

Leuvenseweg 44 - 1000 BRUSSEL
 Uw correspondent : Mr A. HONTIENS
 Tel. : 02/548 66 07

Naam en adres van de vestiging:

Tel. :

Naam van de persoon of dienst die eventueel nadere
 inlichtingen kan verstrekken:

Terug te sturen vóór ... 19..

VERTROUWELIJK**ALGEMENE ENQUETE NAAR DE BRUTOMAANDWEDDEN VAN DE BEDIENDEN**

(Koninklijk besluit van 04 oktober 1994)

Maand ... 19..

Doet U deze aangifte in BEF of in EUR ?

U moet in heel de aangifte dezelfde rekeneenheid gebruiken.

EUR

BEF

		Lijn	Aantal bedienden (1)	Totaal bedrag van de maandelijkse brutowedden (3)	
Volijds tewerkgestelde bedienden	Mannen	011			
	Vrouwen	012			
Deeltijds tewerkgestelde bedienden (2) : - van 1 tot minder dan 5 uren per week	Mannen	021			
	Vrouwen	022			
	- van 5 tot minder dan 10 uren per week	Mannen	031		
		Vrouwen	032		
	- van 10 tot minder dan 15 uren per week	Mannen	041		
		Vrouwen	042		
	- van 15 tot minder dan 20 uren per week	Mannen	051		
		Vrouwen	052		
	- van 20 tot minder dan 25 uren per week	Mannen	061		
		Vrouwen	062		
	- van 25 tot minder dan 30 uren per week	Mannen	071		
		Vrouwen	072		
	- van 30 tot minder dan 38 uren per week	Mannen	081		
		Vrouwen	082		

	Lijn	Uren	Minuten
Normale wekelijkse arbeidsduur voor de meerderheid van de tewerkgestelde bedienden (4)	999		

Zie onderrichtingen op keerzijde

ALGEMENE ENQUETE NAAR DE BRUTOMAANDWEDDEN VAN DE BEDIENDEN

Onderrichtingen

(1) Aantal bedienden

Worden beschouwd als "bedienden" alle met een arbeidsovereenkomst voor bedienden in de ganse onderneming tewerkgestelde weddetrekkers die als dusdanig bij de R.S.Z. zijn ingeschreven, m.u.v. de arbeiders.

Behoren tot deze categorie, de eigenlijke bedienden, het lagere en hogere leidinggevende personeel met inbegrip van het directiepersoneel van de onderneming. Komen evenwel niet in aanmerking, de directeur-generaal van de onderneming, de voorzitter en de werkelijke leden van de raad van beheer.

De gevolmachtigde zaakvoerders met een arbeidsovereenkomst voor bedienden, worden bij de bedienden gerekend.

Voor de verzekeringsmaatschappijen worden eveneens uitgesloten de makelaars en het personeel van de buitendiensten met handelskarakter.

Worden met de bedienden gelijkgesteld het personeel van de openbare kredietinstellingen waarvan het statuut overeenstemt met dit van de ambtenaren.

Mogen evenmin bij de bedienden worden gerekend, de personen die niet gedurende de gehele referentiemaand hebben gewerkt en van wie de door de werkgever uitgekeerde beloning niet integraal is behouden (ten gevolge van langdurige ziekte, aanwerving, afdanking, enz.), alsook de niet door de onderneming betaalde uitzendkrachten, het personeel dat VOLLEDIG OF GEDEELTELIJK TEGEN COMMISSIELOON werkt en de jonge stagiairs die in het kader van de sociale maatregelen ter bestrijding van de werkloosheid zijn aangeworven.

(2) Deeltijds tewerkgestelde bedienden

Op de regels 021 tot 082 moet men het (hierboven bepaalde) aantal bedienden vermelden die vrijwillig aan de deeltijdse werktijdregeling onderworpen zijn, d.w.z. personen die hun werk mogen verrichten per halve dagen of gedurende enkele dagen per week of per maand of gedurende de ene of andere week van de maand (alle informatie moet tot inlichtingen per week worden herleid). Deze bedienden worden uitgesplitst in de daartoe bepaalde klassen volgens het aantal per week te werken arbeidsuren bijkens de arbeidsovereenkomst voor bedienden die ze aan de onderneming bindt.

(3) Totaal bedrag van de brutowedden

Onder deze rubriek moet worden vermeld het totaal bedrag van de beloningen die aan de bedienden uit voorgaande kolom werden betaald. Het betreft de beloningen voor tijdens de referentiemaand geleverde prestaties m.i.v. de betaalde overuren, de bij elke maandwedde uitgekeerde premies, de betaalde wettelijke verlofdagen, de betaalde wettelijke, contractuele of vrijwillig toegestane feestdagen.

Zijn niet inbegrepen :

- de voordelen in natura;
- de premies, eindejaarsgratificaties, aandeel in de winst, die niet bij iedere maandwedde worden uitbetaald;
- het dubbel vakantiegeld;
- de verplaatsingsvergoedingen;
- de persoonlijke toelagen;
- de verplichte en vrijwillige sociale werkgeversbijdragen.

Mag niet van de brutowedde worden afgetrokken, het bedrag van de belastingen en de sociale lasten die door de werkgever aan de bron worden ingehouden en ten laste van de bedienden vallen.

(4) Normale wekelijkse arbeidsduur

Men vermeldt hier de normale wekelijkse arbeidsduur voor de meerderheid van de voltijds tewerkgestelde bedienden. Indien dit aantal wekelijkse arbeidsuren schommelt van week tot week, dan geeft men de gemiddelde duur per week op (bijvoorbeeld: indien de wekelijkse duur afwisselend 36 en 40 uren bedraagt, dan schrijft men 38 uren). Die duur moet in uren en minuten worden uitgedrukt.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 15 december 1998.

De Minister van Economie,
E. DI RUPO

Bijlage 3

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN
NATIONAAL INSTITUUT VOOR DE STATISTIEK

Leuvenseweg 44 - 1000 BRUSSEL
 Uw correspondent : Mr A. HONTIENS
 Tel. : 02/548 66 07

Naam en adres van de vestiging :

 Tel. :

Naam van de persoon of dienst die eventueel nadere
 inlichtingen kan verstrekken:

Terug te sturen vóór ... 19..

VERTROUWELIJK**ALGEMENE ENQUETE NAAR DE WEDDEN VAN DE BEDIENDEN**

(Koninklijk besluit van 04 oktober 1994)

Maand ... 19..

Doet U deze aangifte in BEF of in EUR ?
 U moet in heel de aangifte dezelfde rekeneenheid gebruiken.

EUR
 BEF

		Aantal bedienden (1) - voltijds -	Totaal bedrag van de maandelijkse brutowedden (2)
Mannen :	1		
Vrouwen :	2		

Onderrichtingen**1. Bedienden**

Worden beschouwd als "bedienden" alle met een arbeidscontract voor bedienden in de vestiging tewerkgestelde weddetrekkers, arbeiders uitgezonderd. Behoren tot deze categorie, de eigenlijke bedienden, het kaderpersoneel, het meesterpersoneel, de opzichters. Zowel het administratief als het technisch personeel en de bedienden van de handels- of de verkoopdiensten zijn hierbij betrokken voor zover zij een arbeidscontract voor bedienden hebben.

Komen niet in aanmerking :

- de voorzitter en de directeur-generaal van de onderneming,
- de leerlingen met een leercontract en de jonge stagiairs die in het kader van de sociale maatregelen ter bestrijding van de werkloosheid zijn aangeworven,
- de helpers,
- de thuiswerkers,
- het personeel dat VOLLEDIG OF GEDEELTELIJK TEGEN COMMISSIELOON WERKT,
- de hoofdaandeelhouders - bedrijfsleiders,
- de bedienden die niet gedurende de gehele referentiemaand hebben gewerkt en voor wie het door de werkgever uitgekeerde salaris niet INTEGRAAL is behouden (tengevolge van een langdurige ziekte, aanwerving, afdanking, enz.),
- de deeltijds tewerkgestelde bedienden.

2. Totaal bedrag van de maandelijkse brutowedden

Onder deze rubriek moet worden vermeld het totaal bedrag van de beloning die werd betaald aan de bedienden uit voorgaande kolom. Het betreft de volledige beloning voor tijdens de referentiemaand geleverde prestaties, waarin dus ook zijn begrepen, de betaalde overuren, de uitgekeerde maandelijkse premies, de kinderbijslagen verleend in toepassing van collectieve arbeidsovereenkomsten of op eigen initiatief.

Worden NIET van de brutowedden afgetrokken: de aan de bron door de werkgever afgehouden belasting en de sociale bijdragen (sociale verzekering en bijkomende voorzieningen) die door de bediende worden gedragen.

Zijn NIET begrepen in de bruto-wedde :

- de voordelen in natura;
- premies, eindejaarsgratificaties, aandeel in de winst, die niet worden toegekend bij iedere maandwedde;
- de verplaatsingskosten;
- de ontvangen persoonlijke hulptoelagen;
- de verplichte en vrijwillige sociale werkgeversbijdragen.

Zie onderrichtingen op keerzijde

LOONONDERZOEK – ONDERRICHTINGEN

De te verstrekken inlichtingen dienen betrekking te hebben op het geheel van het arbeiderspersoneel van de vestiging (tenzij anders vermeld).

OMVANG VAN DE STEEKPROEF – Voor de vestigingen met een bepaald aantal werklieden werd, ten einde het werk te vereenvoudigen en toch tot goede resultaten te komen, een systeem uitgewerkt, gesteund op de alfabetische steekproef. De bedoelde vestigingen moeten de gegevens verstrekken voor een bepaald percentage van hun arbeiders dat vermeld staat bovenaan de tabel.

De selectie dient op volgende wijze te gebeuren :

- a. de eerste aan te geven arbeider (man of vrouw) is degene wiens familienaam begint met de letter die op de vragenlijst aangeduid staat, of met de eerstvolgende letter van het alfabet;
- b. daarna worden de namen der arbeiders gekozen, die in alfabetische volgorde na de eerstgekozene komen, deze selectie wordt voortgezet tot het vereiste percentage bereikt wordt;
- c. werd dit percentage nog niet bereikt na de opnemng van de arbeiders, wiens naam met Z begint, dan gaat men verder met de letter A.

Indien geen letters op de vragenlijst voorkomen, moeten de gegevens worden opgenomen voor alle arbeiders van de vestiging.

PERIODE – Alle gegevens van een vestiging moeten betrekking hebben op een periode gelegen in de referentiemaand. In de gekozen periode mogen GEEN ALGEMENE FEEST-, VERLOF- OF INHAALRUSTDAGEN VOORKOMEN. Indien in de periode feest-, verlof- of inhaalrustdagen voorkomen mag dit geen invloed uitoefenen op het gemiddeld uurloon: dit kan men bereiken door zowel in het aantal uren als in het bedrag van het brutoloon al dan niet rekening te houden met deze feest-, verlof- of inhaalrustdagen.

Niet op te nemen arbeiders – Buiten beschouwing moeten blijven:

- 1) hetzij geheel, hetzij gedeeltelijk invalide arbeidskrachten;
- 2) arbeidskrachten met een leercontract aan de inrichting verbonden en de jonge stagiairs die in het kader van de sociale maatregelen ter bestrijding van de werkloosheid zijn aangeworven;
- 3) thuiswerkers.

UREN – In kolom 4 (aantal effectief gepresteerde uren) dienen opgegeven de EFFECTIEF GEPRESTEERDE UREN, zowel die in de normale werktijd als de uren bij overwerk, nacht- en zondagarbeid.

In geval van overwerk, nacht- en zondagarbeid, moet HET AANTAL WERKELIJK GEPRESTEERDE OVERUREN, enz..., opgegeven worden en niet de fictief toegekende uren om de overwerktoeslag van de arbeiders te berekenen.

VOORBEELD: Normale arbeidsduur: 8 uur per dag;
De arbeider werkte 9 uur per dag.

Hij heeft recht op 25 % overwerktoeslag voor het 9e uur. Het gebeurt dikwijls dat de werkgever om deze overwerktoeslag te berekenen 15 minuten fictieve arbeid toekent aan de arbeiders, dus 9 u 15'. Voor de bepaling van de arbeidsduur dient er 9 u opgenomen te worden en niet 9 u 15'.

Het opgegeven aantal uren moet een geheel getal zijn, afgerond op de hogere of lagere eenheid naargelang het onderdeel van het uur groter of kleiner is dan een halfuur (bv. 91 u 15 = 91 u; 91 u 30 = 92 u; 91 u 45 = 92 u).

BRUTO-LOON: In de kolom 5 "bruto-loon" dient ingeschreven elke uitkering welke de arbeider in de verslagperiode, voor zijn arbeid van zijn werkgever ontvangen heeft, zoals :

het conventionele uur-, dag- of weekloon; stukloon, akkoord loon, e.d.; de akkoordtoeslagen, de premies uitgekeerd bij elke betaalperiode; de vergoedingen voor gevaarlijk, ongezond, vuil werk, e.d.; de betalingen voor overuren indien er een bijslag op de lonen wordt betaald, het loon voor nacht- en zondagarbeid; de toeslag voor ploegdienst of continu-arbeid.

Het bedrag van de door de werkgever aan de bron afgehouden belastingen, evenals de door de arbeiders gedragen maatschappelijke lasten of de verschuldigde boeten mogen niet in mindering van het genoteerde loon worden gebracht.

Mogen niet in het bruto-loon begrepen worden: de bedragen die de werkgever op grond van wettelijke beschikkingen dient uit te keren (gewaARBORGD weekloon en klein verlet), de wettelijke gezinstoeslagen, de sociale toeslagen voor persoonlijke onderstand, de speciale premies die niet bij iedere betaalperiode worden uitgekeerd, de gratificaties of aandelen in de winst, de vergoedingen voor de slijtage van werkkledij of van gereedschap in persoonlijk bezit, de verblijfs- en verplaatsingskosten, enz.

AFWEZIGHEDEN: Code 1: iedere arbeider die tijdens de referentieperiode NIET MEER DAN 2 UUR PER WEEK AFWEZIG WAS.

Code 2: iedere arbeider die tijdens de referentieperiode UITSLUITEND WEGENS VOLLEDIGE OF GEDEELTELIJKE WERKLOOSHEID AFWEZIG WAS.

Code 3: iedere arbeider die tijdens de referentieperiode MEER DAN 2 UUR PER WEEK AFWEZIG WAS OM PERSOONLIJKE REDENEN (indienstneming, ontslag, afdanking, ziekte, ongeval, vakantie, klein verlet, werkgeschil, part-time arbeid).

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 15 december 1998.

De Minister van Economie,
E. DI RUPO

Bijlage 4

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN
NATIONAAL INSTITUUT VOOR DE STATISTIEK

Leuvenseweg 44 - 1000 BRUSSEL
 Uw correspondent : Mr A. HONTIENS
 Tel. : 02/548 66 07

Naam en adres van de vestiging :

 Tel. :

Naam van de persoon of dienst die eventueel nadere
 inlichtingen kan verstrekken:

Terug te sturen vóór ... 19..

VERTROUWELIJK

ALGEMEEN LOONONDERZOEK - ... 19..

(Koninklijk besluit van 04 oktober 1994)

BETAALPERIODE: vantot

Percentage der arbeiders waarvoor individuele
 loongegevens dienen verstrekt te worden:

Beginletter van de familienaam van de eerste
 aan te geven arbeider (zie onderrichtingen):

Doet U deze aangifte in BEF of in EUR ?
 U moet in heel de aangifte dezelfde rekeneenheid gebruiken.

EUR
 BEF

NAAM	Lijn	Geslacht Code man = 1 vrouw = 2	Geboortjaar (alleen de laatste 2 cijfers)	Totaal aantal effectief gepresteerde uren (afgerond)	Bruto-loon	Afwezigheden
	01					
	02					
	03					
	04					
	05					
	06					
	07					
	08					
	09					
	10					
	11					
	12					
	13					
	14					
	15					
	16					
	17					

Zie onderrichtingen op keerzijde van het formulier betreffende de "Wedden van bedienden".

NAAM	Lijn	Geslacht Code man = 1 vrouw = 2	Geboortejaar (alleen de laatste 2 cijfers)	Totaal aantal effectief gepresteerde uren (afgerond)	Bruto-loon	Afwezigheden
	18					
	19					
	20					
	21					
	22					
	23					
	24					
	25					
	26					
	27					
	28					
	29					
	30					
	31					
	32					
	33					
	34					
	35					

Duid op blz. 1 aan of u deze aangifte in EUR of in BEF doet.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 15 december 1998.

De Minister van Economie,

E. DI RUPO